

qui le soutient depuis des dizaines et des dizaines d'années, sape les luttes, négocie notre force de travail contre des miettes, perpétue le système d'exploitation et d'esclavage salarié. L'attitude de la GSEE mercredi dernier parle d'elle-même : la GSEE a annulé la manifestation des grévistes pourtant programmée, se rabattant précipitamment sur un bref rassemblement sur la place Syntagma, tout en s'assurant simultanément que les participants se disperseraient très vite, de peur qu'ils ne soient infectés par le virus de l'insurrection.

Pour ouvrir cet espace pour la première fois, comme une continuation de l'ouverture sociale créée par l'insurrection elle-même, espace qui a été construit avec notre contribution, mais dont nous avons été jusqu'ici exclus. Pendant toutes ces années nous avons confié notre destin à des sauveurs de toute nature, et nous avons fini par perdre notre dignité. Comme travailleurs, nous devons commencer à assumer nos responsabilités, et cesser de faire reposer nos espoirs dans des leaders « sages » ou des représentants « compétents ». Nous devons commencer à parler de notre propre voix, nous rencontrer, discuter, décider et agir par nous-mêmes. Contre les attaques généralisées que nous endurons, la création de collectifs de résistance « de base » est la seule solution.

Pour propager l'idée de l'auto-organisation et de la solidarité sur les lieux de travail, de la méthode des comités de luttes et des collectifs de base, abolir les bureaucraties syndicales.

Pendant toutes ces années nous avons gobé la misère, la résignation, la violence au travail. Nous nous sommes habitués à compter nos blessés et nos morts, les soit disant « accidents du travail ». Nous nous sommes habitués à ignorer que les migrants, nos frères de classe, étaient tués. Nous sommes fatigués de vivre avec l'anxiété de devoir assurer notre salaire, de pouvoir payer nos impôts et de se garantir une retraite qui maintenant ressemble à un rêve lointain.

De même que nous luttons pour ne pas abandonner nos vies dans les mains des patrons et des représentants syndicaux, de même nous n'abandonnerons pas les insurgés arrêtés dans les mains de l'Etat et des mécanismes juridiques.

LIBÉRATION IMMÉDIATE DES DÉTENUÉS

RETRAIT DES CHARGES CONTRE LES INTERPELÉS

AUTO-ORGANISATION DES TRAVAILLEURS

GRÈVE GÉNÉRALE



« Rappelle-toi bien de ça ! »
dit un vieil homme à son petit-fils à propos de la murale spontanée pour Alexandros sur son lieu de décès.

« Rappelle-toi bien que c'est toujours l'autorité qui tue les gens, c'est toujours les puissants qui tuent ceux qui n'ont pas de pouvoir ».



Editions T'Okup' - décembre 2008

Émeutes, amour & anarchie

... l'insurrection qui vient de Grèce



**Soulèvement en Grèce :
quelques textes**

**Editions T'Okup'
décembre 2008**

Émeutes, amour et anarchie

... l'insurrection qui vient de Grèce

Dans la nuit du 6 décembre 2008, à Athènes, dans la zone d'Exarchia, la police a tiré de sang froid sur Alexandros Grigoropoulos âgé de 15 ans. Depuis cette nuit, Athènes et des dizaines d'autres villes grecques brûlent.

La nuit même, jusqu'à 10'000 personnes ont pris les rues d'Athènes, formant une manifestation spontanée, détruisant et brûlant banques, ministères et magasins de multinationales. Depuis, la tension n'a cessé de monter. Les universités sont occupées, tout comme la plupart des lycées du pays. Des barricades ont été érigées dans Athènes et dans d'autres villes, les heurts avec la police sont constants.

Le but de cette brochure est de permettre de saisir quelque peu le climat de ce qui se joue en ce moment même en Grèce, de donner la parole aux émeutiers et émeutières.

La plupart des textes sont des traductions trouvées sur www.emeutes.wordpress.com. Le blog anglophone est www.occupiedlondon.org/blog. L'interview a été traduit de l'italien par nos soins.

Partout en Europe, dirigeant-e-s et politicien-ne-s craignent que l'incendie grec se propage. Ne les décevons pas, descendons dans la rue !

**Comme toujours, la lutte de l'humanité
contre l'autorité se poursuit...**



Editions T'Okup'
18 décembre 2008

Déclaration de l'Assemblée générale des travailleurs insurgés d'Athènes

depuis le bâtiment libéré de la
Confédération générale des travailleurs de Grèce (GSEE),
mercredi 17 décembre 2008



Nous déterminerons notre histoire nous-mêmes ou elle sera déterminée sans nous.

Nous, travailleurs manuels, employés, chômeurs, intérimaires et précaires, locaux ou migrants, ne sommes pas des téléspectateurs passifs. Depuis le meurtre, samedi soir, d'Alexandros Grigoropoulos, nous participons aux manifestations, aux affrontements avec la police, aux occupations du centre ville comme des alentours. Nous avons dû maintes et maintes fois quitter le travail et nos obligations quotidiennes afin de prendre les rues avec les lycéens, les étudiants et les autres prolétaires en lutte.

NOUS AVONS DÉCIDÉ D'OCCUPER LE BÂTIMENT DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS DE GRÈCE

Pour le transformer en un espace de libre expression et un point de rendez-vous pour les travailleurs,

Pour dissiper les mythes encouragés par les médias sur l'absence des travailleurs dans les affrontements, que la rage de ces derniers jours ne serait que l'œuvre de quelques 500 « cagoulés » (koukoyloforon), « hooligans », ou d'autres histoires farfelues, alors que dans les journaux télévisés les travailleurs sont présentés comme des victimes de ces affrontements, et alors que la crise capitaliste en Grèce et dans le Monde mène à des licenciements innombrables que les médias et leurs dirigeants considèrent comme un « phénomène naturel ».

Pour démasquer le rôle honteux de la bureaucratie syndicale dans le travail de sape contre l'insurrection, mais aussi d'une manière générale. La Confédération générale des travailleurs de Grèce (GSEE), et l'intégralité de la machinerie syndicale

commissariats de police et sur les lieux de travail. Ils sont pour tous ceux qui ont été assassinés par les flics et les milices. Ils sont pour tous ceux qui ont été assassinés pour avoir osé franchir la frontière et travailler jusqu'à la mort, pour n'avoir pas baissé la tête, ou pour rien. Ils sont pour GRAMOZ PALOUSI, LOUAN MPERNTELIMA, ENTISON GIAXAI, TONI ONOUXA, AMNPOTOURAKIM INTRIZ, MONTASER MOXAMENT ASTRAF et tant d'autres que nous n'avons pas oubliés.

Ces jours sont pour la violence policière quotidienne qui reste impunie et sans réponse. Ils sont pour les humiliations à la frontière et aux centres de détention d'immigrés, humiliations qui continuent à ce jour. Ils sont pour l'injustice criante des tribunaux grecs, pour les immigrés et les réfugiés injustement en prison, pour la justice qui nous est refusée. Même aujourd'hui, en ces jours et ces nuits de révolte, les immigrés paient un lourd tribut aux attaques de l'extrême-droite et des flics, avec des peines d'emprisonnement et d'expulsion que les tribunaux distribuent avec un amour chrétien aux infidèles que nous sommes.

Ces jours sont pour l'exploitation continue et sans relâche depuis 18 ans maintenant. Ils sont pour les luttes qui n'ont pas été oubliées: dans les faubourgs de Volos, les travaux olympiques, la ville d'Amaliada. Ils sont pour la peine et le sang de nos parents, pour le travail non déclaré, pour les horaires de travail interminables. Ils sont pour les transferts financiers et les frais d'envoi, les contributions que nous versons à la communauté et qui ne sont jamais reconnues. Ils sont pour les papiers d'identité que nous cherchons pendant le reste de notre vie, tel un billet de loterie gagnant.

Ces jours sont pour le prix que nous devons payer pour simplement exister et respirer. Ils sont pour tous les moments où nous avons serré les dents face aux insultes, face aux reniements quotidiens. Ils sont pour tous les moments où nous n'avons pas réagi quand bien même nous avons les meilleurs raisons au monde de le faire. Ils sont pour toutes les fois où nous avons réagi et où nous nous sommes retrouvés seuls parce que nos morts et notre rage ne correspondaient pas aux formes existantes admises, n'apportaient pas de votes, n'étaient pas vendeurs au prime time de l'actualité.

Ces jours-ci appartiennent à tous les marginaux, aux exclus, aux personnes affligées de noms difficilement prononçables et d'histoires incompréhensibles. Ils appartiennent à tous ceux qui meurent chaque jour dans la mer Egée et le fleuve Evros, à tous ceux assassinés à la frontière ou dans une rue du cœur d'Athènes. Ils appartiennent à la communauté rom de Zefyri, aux toxicomanes d'Eksarhia. Ces jours-ci appartiennent aux enfants de la rue Mesollogiou, aux non intégrés, aux étudiants incontrôlable. Grâce à Alexis, ces jours-ci nous appartiennent à tous.

18 ans de rage silencieuse, c'est trop.

A nos rues, pour la solidarité et la dignité!

Nous n'avons pas oublié, nous n'oublierons pas

Ces jours-ci sont les vôtres aussi

Luan, Tony, Mohamed, Alexis ...

Interview de quelques anarchistes grecs à propos du soulèvement en cours

Réponses de quelques camarades anarchistes grecs à des questions de www.informa-azione.info sur certains aspects du soulèvement de ces derniers jours et sur le contexte social, politique et urbain qui les anime.

[S. et P. se trouvent en Grèce, O. à Londres]

I-A : Quelques mots sur la brutalité de la police en Grèce

O. : Contrairement à la plupart des états occidentaux, la tactique de la police grecque ne consiste pas à arrêter les personnes, à leur infliger une amende etc, mais principalement à les intimider et à « les punir » physiquement. La répression policière est ainsi exercée au quotidien, par exemple au prétexte de contrôler l'identité dans la rue, surtout à l'encontre des jeunes au look « alternatif », des pauvres et des migrants. Il existe diverses divisions de police, la plus connue est celle des « gardes spéciales », des idiots armés et complètement décérébrés ; formée il y a 3-4 ans, elle s'est déjà rendue responsable d'un nombre non négligeable de meurtres (comme Iraklis Maragkakis, un jeune chauffeur crétois mort d'un projectile dans la tête pour ne pas s'être arrêté lors d'un contrôle). Il y a les « groupes d'arrestations », qui effectuent des arrestations en recourant aux arts martiaux durant les manifestations violentes (à Athènes uniquement), et de nombreux groupes de police militaire (comme l'EKAM, souvent envoyé en Crète, lorsque le business local, comme la culture du cannabis, interfère avec les plans du gouvernement), et les « gardes-frontières » responsables de la mort de centaines de migrants qui cherchent à passer la frontière. En ce qui concerne les milieux politiques, il y a la « sûreté d'État » qui identifie, importune et fiche les activistes, tout en s'occupant aussi des arrestations pendant les manifestations. Il y a la « sûreté de l'ordre constitutionnel », un peu au-dessus des déments précédemment cités, qui tient dans sa ligne de mire les milieux anarchistes et plus généralement de l'action directe, mais aussi le crime organisé et le trafic de drogue. Enfin, il y a l'unité anti-terroriste qui fait plus ou moins les mêmes choses, mais se trouve au sommet de cette hiérarchie.

Les commissariats sont communément perçus comme des lieux de torture : il n'est pas rare de voir apparaître, également sur youtube, des vidéos de flics montrant les souffrances de leurs victimes. Pendant les manif ou les actions contre la police, ils ne cherchent pas trop à arrêter. Ils préfèrent charger quelques personnes de nombreux et lourds délits ou de les tabasser pour de bon. Enfin, il y a une longue liste d'individus tués par la police pour raisons politiques (anarchistes, manifestants). Les agents restant généralement impunis, on en est venu à créer une mentalité,

une attitude de « Rambo ». Ainsi, lors des heurts de ces derniers jours, les policiers antiémeute pointaient leur index contre les gamins en disant « où est votre petit Alexis, pédés? Nous tuerons chacun d'entre vous, enculés ».

I-A : Quelques mots sur Exarchia

O. : Exarchia est une zone dans le centre d'Athènes où furent fondées les premières universités, et qui donc attire beaucoup d'étudiants, d'intellectuels, d'artistes, etc. La plupart des résidents (étudiants grecs, immigrés, gérants de petits magasins et de petits bars) ont un bas revenu. Autour se trouvent des aires comme Kolonaki - où il y a quelques lieux fréquentés par les riches - et on maintient une sorte de solidarité de voisinage, initiatives de nettoyage des rues, assemblées ouvertes, une sorte d'auto-organisation. La présence des étudiants a permis l'ouverture de beaucoup de librairies, de centres et de squats anarchistes et de gauche. Entre autres choses, cet esprit de liberté a offert un refuge aux toxicos qui viennent se détruire sur la place d'Exarchia ; une habitude qui par le passé a causé des heurts entre anarchistes et dealers, et qui a également provoqué des heurts avec les toxicos. La rumeur veut que la police fait la chasse aux toxicos dans les autres zones pour les pousser vers Exarchia, afin de convaincre les habitants à demander une surveillance accrue. C'est un lieu dans lequel les heurts avec la police sont à l'ordre du jour, grâce aussi à la protection du voisinage et aux campus universitaires qui offrent asile. L'urbanisme joue aussi son rôle, avec ses ruelles, ses pavés, la colline boisée voisine de Strefis. Tout cela fait que la police porte une attention particulière à cette zone : patrouilles quotidiennes, antiémeutes placés autour d'Exarchia (définie par les habitants comme les Romains et le village d'Astérix), arrestations incessantes et tensions entre gens du lieu et police. Les efforts des flics pour dominer le territoire ont mené à la mort d'Alexis et à de semblables épisodes. Le policier assassin est décrit (ndt par les médias) comme un flic furieux, qui se querelle avec ses supérieurs parce qu'ils ne le laissent pas « montrer à ces petits connards d'anarchistes de quoi il est fait ».

I-A : Les révoltés, constituent-ils un groupe politiquement hétérogène ?

P. et S. : Au début, sont descendus dans la rue les anarchistes avec leurs « alliances politiques » (ultras du football, quelques migrants, quelques jeunes « alternatifs »). Parmi la gauche: le parti communiste a condamné les violences, mais maintenu une attitude diplomatique en déplorant la mort du garçon, le SYN/Syryza par contre, a offert refuge aux révoltés à condition que d'abord ils montrent leur visage. Positions typiques de ces deux principaux courants de la gauche grecque. Le parti communiste cherche toujours à saboter les luttes qu'il ne réussit pas à contrôler, mais tente d'en tirer profit lors des élections ; le SYN cherche à récupérer chaque mouvement en le mutilant de ses composantes radicales. Durant les premières 24 heures, les anarchistes ont organisé des manifestations agressives et des attaques partout où ils étaient présents, disons dans une trentaine de localités en Grèce. Plusieurs composantes de la gauche ont participé soit aux manifestations soit aux heurts. Cela ne s'était jamais vu auparavant. Le jour suivant, étudiants universitaires et écoliers se sont unis. Beaucoup d'ultras/

Ces jours sont les nôtres, aussi

Le texte suivant a été distribué aujourd'hui aux étudiants encerclant le siège de la police, par des gens de l'Association des Immigrés Albanais. Je souhaitais le traduire et le présenter ici parce qu'il montre quelque chose de très important : que des liens de solidarité se forment et se renforcent à travers différents secteurs de la société grecque - une chose merveilleuse! (Intro du traducteur anonyme)

15 décembre 2008

Après l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos, nous avons connu un état d'agitation sans précédent, une explosion de colère qui semble infinie. Il semble que ce soient les étudiants qui ont été à l'origine de ce soulèvement, qui avec une passion inépuisable et une chaleureuse spontanéité ont renversé la situation dans son ensemble. Vous ne pouvez pas arrêter quelque chose que vous ne contrôlez pas, quelque chose qui s'organise spontanément et dans des conditions que vous ne comprenez pas. C'est la beauté du soulèvement. Les élèves du secondaire font l'histoire et laissent à d'autres le soin de l'écrire et de la classer idéologiquement. Les rues, les objectifs, la passion leur appartiennent.

Dans le cadre de cette mobilisation élargie, derrière les manifestations étudiantes à l'avant-garde, il y a une participation massive de la deuxième génération d'immigrés et également de nombreux réfugiés. Les réfugiés viennent à la rue en petit nombre, avec peu d'organisation, mais de la spontanéité et de l'impétuosité. À l'heure actuelle, ils sont les plus actifs parmi les étrangers vivant en Grèce. Quoi qu'il en soit, ils ont très peu à perdre.

Les enfants d'immigrés se mobilisent en masse et dynamiquement, principalement au travers des actions de l'école secondaire et de l'université ainsi que via les organismes de gauche et d'extrême gauche. Ils sont la partie la mieux intégrée de la communauté immigrée, sa partie la plus courageuse. Ils sont différents de leurs parents, qui sont arrivés ici la tête basse, comme s'ils mendiaient un morceau de pain. Ils font partie de la société grecque, puisqu'ils n'ont jamais vécu ailleurs. Ils ne mendient rien, ils demandent l'égalité avec leurs camarades grecs. Égaux en droits, dans la rue, dans leurs rêves.

Pour nous, les immigrés organisés politiquement, il s'agit d'un second Novembre 2005 français. Nous n'avons jamais eu l'illusion que lorsque les peuples se soulèveraient de rage, nous serions en mesure de les diriger d'aucune manière. Malgré les luttes que nous avons menées toutes ces années, nous n'avons jamais réussi à atteindre un tel niveau de réponse que celui d'aujourd'hui. Maintenant, il est temps à la rue de parler: Le cri assourdissant que nous entendons est pour les 18 ans de violence, de répression, d'exploitation et d'humiliation. Ces jours sont les nôtres, aussi.

Ces journées sont pour les centaines d'immigrés et de réfugiés qui ont été assassinés aux frontières, dans les

une situation financière asphyxiante, des licenciements, la suspension des pensions de retraite, des coupes dans les budgets sociaux, la fin de la gratuité de l'enseignement. Au contraire, en seulement sept jours, les insurgés ont prouvé par la pratique ce qu'ils peuvent faire : transformer la ville en un champ de bataille, créer des enclaves de communes dans l'ensemble du tissu urbain, abandonner l'individualité et sa sécurité pathétique, rechercher la formation de leur force collective et la destruction totale de ce système meurtrier.

À ce moment historique de la crise, moment de rage et de rejet des institutions auquel nous sommes finalement parvenus, la seule chose qui peut transformer le système de déréglementation en une révolution sociale est le rejet total du travail. Quand les combats se dérouleront dans des rues assombries par la grève de la compagnie d'électricité, lorsque les affrontements auront lieu au milieu de tonnes de déchets non collectés, lorsque les tramways seront abandonnés au milieu des rues, bloquant les flics, lorsque l'enseignant en grève allumera le cocktail molotov de son élève révolté, nous serons enfin en mesure de dire: « Camarade, les jours de cette société sont comptés ; ses raisons et ses mérites ont été pesés, et trouvés légers ». Aujourd'hui, cela n'est plus un simple fantasme, mais une possibilité réelle dans la main de chacun : la possibilité d'agir concrètement sur le concret. La possibilité d'apercevoir les cieux.



Si tout cela, à savoir l'extension du conflit dans la sphère de la production-distribution, avec ses sabotages et ses grèves sauvages, semble prématuré, ce ne serait que parce que nous n'avons pas réalisé à quelle vitesse le pouvoir se décompose, à quelle vitesse les méthodes de confrontation et les formes de contre-pouvoir se diffusent socialement : des lycéens qui caillassent les commissariats aux employés municipaux et aux voisins qui occupent les mairies. La révolution ne se fait pas par la croyance et la foi en des conditions historiques à venir. Elle se fait en saisissant n'importe quelle occasion d'insurrection dans chaque aspect de la vie sociale, en transformant notre animosité envers les flics en une grève définitive aux pieds de ce système.

Dehors les porcs!

14 décembre 2008

Initiative du Comité d'Occupation

de l'Ecole Athénienne d'Economie et d'Affaires

hooligans des équipes de football. De nombreux migrants et fils de migrants. À ce moment a éclaté le chaos. Des gens de tous âges, de 12 à 70 ans, ont pris part à la révolte. Des gens que tu n'aurais jamais imaginé trouver là au milieu: « jeunes à la mode », « respectables pères de famille », « femmes âgées », toutes des personnes habituellement étiquetées comme « gens normaux »... bien au-delà de la minorité anarchiste. Des personnes qui ne savaient certes pas gérer la situation, certaines ne la comprenant même pas. Beaucoup d'entre elles critiquaient le saccage comme étant une pratique qui « présente les anarchistes sous un mauvais jour »... Ils regardent trop de télévision.

I-A : Il semble que la réponse à la brutalité policière ait engendré quelque chose de beaucoup plus étendu. Un point de vue anarchiste sur les nouveaux « contenus » de la révolte en cours ?

S. : Je pense qu'on se trouve face à un vrai soulèvement social. Il est assez semblable à celui qui s'est produit en France (ndt banlieues), mais selon moi, il se développe mieux, parce que les pauvres ne brûlent pas seulement leurs propres quartiers, mais atteignent le centre urbain et s'attaquent à tout ce qui représente l'oppression sous toutes ses formes, pas seulement la police et les banques. À Thessalonique, ils ont attaqué une église, à Athènes l'arbre de Noël du syndic, le ministère de l'éducation, le parlement, dans la petite île d'Ithaki, ils ont brûlé une école. C'est la réponse à une vie volée, peut-être pas aussi subitement et horriblement que celle d'Alexis, mais lentement, chaque jour, honteusement.

Ce que j'essaie de faire, c'est soutenir physiquement les révoltes, partager toutes connaissances inhérentes aux affrontements de rue accumulées jusqu'à aujourd'hui, empêcher toute force de gauche de réprimer et calomnier le soulèvement (tel que le parti communiste) ou de l'instrumentaliser à des fins parlementaires (les sociaux-démocrates) et amener un esprit d'auto-organisation de nos forces, créer nos assemblées, nos moyens d'informations, nos équipes d'attaque et de manière générale se libérer du monde capitaliste, se libérer de notre besoin du capitalisme. Le saccage a représenté un bon point de départ, maintenant nous devons le généraliser.

I-A : La Gauche grecque, comme entend-elle exploiter et mettre fin à la révolte ?

P. : Je me référerai exclusivement au KKE (parti communiste) et au SYN (social-démocrate qui a intégré presque tous les petits groupuscules) ; parce que ce qui est à la gauche de l'« extrême-gauche » est pour la première fois actif dans les affrontements de rue (après la guerre civile, la culture grecque de la gauche est basée sur la victimisation) avec un esprit anti-ND (Nouvelle Démocratie, parti au gouvernement).

Le KKE voit les récentes révoltes comme une expression de la rancune populaire causée par le chômage et les carences des services publics, qui est mise sous un mauvais jour par des « anarchistes encapuchonnés », évidemment organisés a) par le gouvernement b) par l'opposition (PASOK, un parti en déconfiture) c) les Etats-Unis d) les extra-terrestres. Mais qu'importe, ce qu'il faut retenir est que tout ce qui est hors du Parti représente le mal. Il demande à la population de

manifeste pacifiquement et de façon organisée dans le tronçon du KKE et de se préparer pour la bataille électorale !

À Corfu, 15 jeunes du KKE se sont barricadés dans l'université pour éviter que les révoltés, pris en chasse par les flics, n'entrent dans l'université ; ils en sont même arrivés à leur lancer des bouteilles pour les provoquer ! Ils sont habitués à faire ce genre de choses. Par le passé, ils avaient frappé quelques anarchistes pour avoir recouvert leurs affiches. Sur ce, 40 anarchistes se sont rassemblés et se sont attaqués à 70 communistes réunis dans l'université. Après quoi, tous les représentants de parti pleurnichèrent dans les media en dénonçant le règne de la terreur anarchiste, l'absence de police, etc...

Le SYN a un rôle plus actif dans la rue. Beaucoup de ses jeunes électeurs sont probablement parmi les révoltés, tout au moins parmi ceux qui lancent des pierres et affrontent les lignes de police. Leur président a dit aux encapuchonnés que s'ils enlevaient leur cagoule, le SYN les défendrait face à la justice. Cela exprime la tactique du parti : saboter ceux qui agissent individuellement pour des raisons qui leur sont propres et les amener au parti pour mener des batailles au parlement, à la télévision ou dans les tribunaux. Je ne veux pas déformer ou minimiser la rage causée par l'assassinat d'un gamin par la police chez nombre de ses électeurs, mais je crois que le SYN compte beaucoup sur ce qui est en train de se passer pour augmenter sa légitimité politique, peut-être même dans le cadre d'une alliance gouvernementale.

Lors des premières manifestations, on avait la sensation générale d'être tous ensemble dans cette affaire, vu que chaque courant politique se remettait encore des heurts entre étudiants et police de l'an passé, lorsque après divers mauvais coups, les forces de l'ordre avaient repris le contrôle de la rue et que s'en était suivi un an de fréquentes violences policières et de tortures dans les commissariats. Au fur et à mesure que les jours passèrent, les choses se firent plus claires.

Ah, il y a aussi les syndicats : principalement liés au PASOK, au SYN, peut-être quelques-uns même à Nouvelle Démocratie et le KKE qui a son propre front syndical. Ils se sont vendus en annulant la grève générale programmée de longue date, à la demande du premier ministre afin d'éviter des désordres. Personne ne semble s'y intéresser, mais la mentalité des syndicats est un foutage de gueule, une insulte à la majeure partie de la population grecque.

I-A : Nous avons suivi la dernière lutte des prisonniers. Savez-vous quelque chose de leurs réactions aux actuelles révoltes et aux actions de sabotage en solidarité avec leurs mobilisations ?

O. : Aujourd'hui, le jour de l'enterrement d'Alexis, les prisonniers ont refusé leur repas dans toutes les 22 prisons de Grèce. Des milliers (nous ne sommes pas en mesure de dire exactement combien) ont donc exprimé de cette façon leur respect pour un jeune en lutte, et leur solidarité pour toutes les personnes arrêtées lors des affrontements, plus de 200, pour saccage de magasins. Pour ce que j'en sais, la plupart des prisonniers soutiennent pleinement les actions solidaires de sabotage hors des prisons. Il ressort des discussions avec les gens dedans, les camarades Polikarpos et Vaggelis, des quelques publications anarchistes avec des

déplorent que la loi ait été violée par la balle du revolver de Korkoneas le Porc (le flic tueur). Mais qui ne sait pas que la vigueur de la loi est simplement la force de la puissance ? Que c'est la loi elle-même qui permet le recours à la violence contre la violence ? La loi est vide de bout en bout, elle n'a aucun sens, ni aucun autre but que celui de déguiser la force du pouvoir.

Dans le même temps, la dialectique de la gauche tente de codifier le conflit, la bataille et la guerre, avec la logique de la synthèse des contraires. De cette manière, il construit un ordre, un état pacifié au sein duquel tout a sa propre petite place. Pourtant, le destin du conflit n'est pas la synthèse - comme le destin de la guerre n'est pas la paix. L'insurrection sociale contient la condensation et l'explosion de milliers de négations, pourtant elle ne contient en aucune de ses sous-parties, ni en aucun de ses moments, sa propre négation, sa propre fin. C'est toujours avec une certitude lourde et sombre qu'arrivent les institutions de médiation et de normalisation, de la gauche promettant le droit de vote dès 16 ans, le désarmement mais le maintien des porcs, l'État-providence, etc. En d'autres termes, en voilà qui souhaitent tirer un gain politique de nos blessures. La douceur de leur compromis suinte le sang.

Ceux qui sont contre la violence sociale ne peuvent pas être tenus pour responsables de ce qu'ils n'assument pas : ils sont destructeurs de bout en bout. Si les luttes contemporaines ont quelque chose à nous apprendre, ce n'est pas leur triste consensus sur un objet (la classe, le parti, le groupe), mais leur processus systématiquement anti-dialectique : l'acte de destruction ne contient pas nécessairement une partie créative. En d'autres termes, la destruction de l'ancien monde et la création d'un nouveau monde contiennent deux processus discrets mais continus. La question est alors quelles méthodes de destruction de l'existant peuvent être développées en différents lieux et moments de l'insurrection ? Quelles méthodes peuvent non seulement maintenir le niveau et l'ampleur de l'insurrection, mais contribuer à son amélioration qualitative ? Les attaques de commissariats, les affrontements et les barrages routiers, les barricades et les batailles de rue, sont maintenant un phénomène social quotidien dans les villes et au-delà. Et ils ont contribué à une déréglementation partielle du cycle de production et de consommation. Et pourtant, ils ne sont qu'une attaque partielle de l'ennemi ; il est évident que nous restons piégés dans une seule et unique dimension de l'attaque contre les relations sociales dominantes. Car le processus de production et de circulation des marchandises en lui-même, autrement dit le capital comme relation, n'est qu'indirectement touché par les mobilisations. Un spectre plane sur la ville embrasée : celui de la grève générale sauvage à durée indéterminée.

La crise capitaliste mondiale a ôté aux patrons leur réponse la plus énergique et la plus mensongère à l'insurrection: « Nous vous offrons tout et pour toujours, alors que tout ce qu'eux peuvent vous offrir n'est qu'un présent incertain ». Avec ses entreprises qui s'effondrent les unes après les autres, le capitalisme et son Etat ne sont plus en mesure d'offrir quoi que ce soit d'autre qu'un lendemain pire de jour en jour,

Nous sommes arrivés pour prendre ce qui nous appartient

En ces jours de rage, le spectacle comme une relation de puissance, une relation qui imprime son souvenir sur les objets et les corps, est confronté à un diffus contre-pouvoir qui déterritorialise le vécu, lui permettant de s'éloigner de la tyrannie de l'image pour s'aventurer dans le domaine des sens. Les sens ont toujours été perçus comme antagonistes (ils réagissent toujours contre quelque chose), mais dans les conditions actuelles, ils se dirigent vers une polarisation de plus en plus aiguë et radicale.



Des caricatures soi-disant pacifiques des médias bourgeois (« la violence est toujours inacceptable, partout dans le monde »), nous ne pouvons que nous gausser : leur loi, leur loi d'esprits obéissants et consentants, de dialogue et d'harmonie ne sont rien d'autre qu'un bestial plaisir bien calculé : un carnage garanti. Le régime démocratique sous son vernis pacifique ne tue pas un Alex chaque jour, précisément parce qu'il tue des milliers de Ahmets, Fatimas, Jorges, Jin Tiaos et Benajirs : parce qu'il assassine systématiquement, structurellement et sans remords l'ensemble du tiers monde, qui est le prolétariat mondial. C'est de cette façon, à cause de ce quotidien massacre à froid, qu'est née l'idée de liberté : la liberté non pas comme un prétendu bienfait humain, ni comme un droit naturel pour tous, mais comme le cri de guerre des damnés, comme le principe de la guerre.

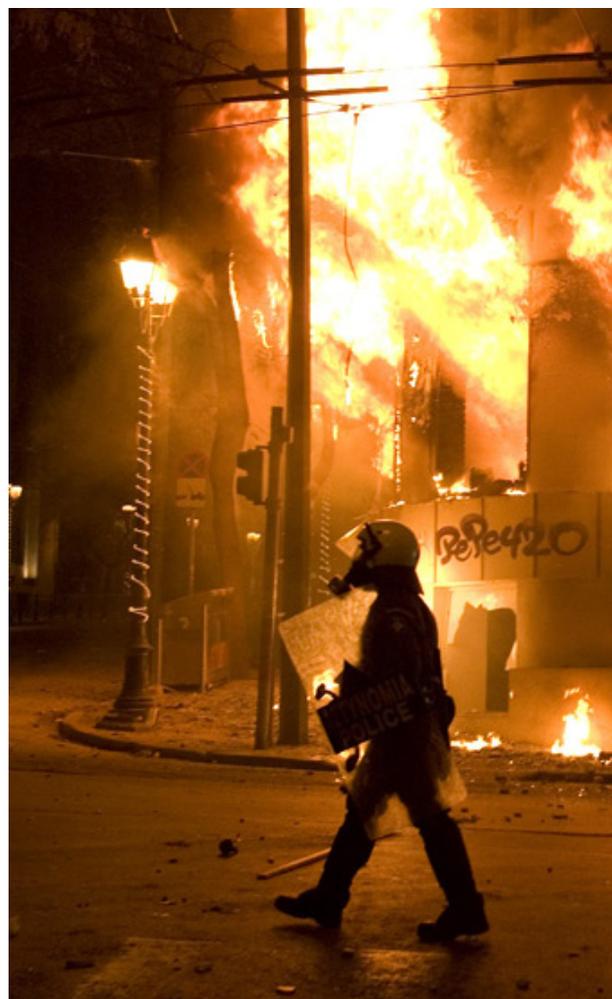
La classe bourgeoise et son histoire officielle nous lavent le cerveau avec la légende d'un progrès graduel et stable de l'humanité au sein duquel la violence n'est qu'une désolante exception découlant d'un sous-développement économique, culturel et émotionnel. Pourtant, nous tous qui avons été écrasés entre les pupitres d'école, derrière les bureaux, les usines, ne savons que trop bien que l'histoire n'est rien d'autre qu'une succession d'actes bestiaux reposant sur un système de règles mortifères. Les gardiens de la normalité

contributions de prisonniers et des communiqués parus durant la récente lutte, qu'ils étaient décidément émus lorsque ils parlaient des actions à l'extérieur.

I-A : Les révoltes ont parfois des parcours sinueux, certaines s'éteignent (banlieues français), certaines sont récupérées, d'autres se mordent la queue. Objectifs personnels et collectifs ?

S. : Premièrement, défendre nos vies, défendre la mémoire de nos camarades, défendre notre existence dans les rues et notre pouvoir dans la rue. La lutte de classe ne se termine pas lorsque nous quittons notre place de travail, dans la rue, dans un bar alternatif ou à la mode où nous continuons à être des marchandises, nos vies sont de pures marchandises. La police déprécie nos vies et arrive à les détruire, nous devons donc tout de suite prendre les choses en mains, et l'unique manière d'y parvenir est de se libérer de ce qui nous transforme en marchandise et de sa police. Si tout cela ne tourne pas en révolution, je pense que nous devrions au moins nous amuser le plus possible dans ce processus d'humanisation. Ah, et nous libérer d'un humanisme bon à rien.

(...)



Nous sommes ici Nous sommes partout Nous sommes une image du futur

Si je ne brûle pas

Si tu ne brûles pas

Si nous ne brûlons pas

Comment les ténèbres viendront à la lumière ?

(Nazim Hikmet, "Kerem Gibi")



C'est en serrant les dents de peur que les chiens grognent : Retour à la normalité - le festin est terminé ! Les philologues de l'assimilation ont déjà commencé à affûter leurs caresses les plus tranchantes : Nous sommes prêts à oublier, à comprendre, à excuser la promiscuité des derniers jours, mais maintenant tenez vous bien ou alors nous emmèneront nos sociologues, nos anthropologues, nos psychiatres ! Comme de bons pères nous avons toléré avec retenue vos éruptions émotionnelles - maintenant regardez comment les comptoirs, les bureaux et les magasins sont vides ! Le temps est venu d'en revenir, et qui que ce soit qui refuse cette tâche sacrée sera durement frappé, sociologisé, psychiatrisé. Une injonction plane sur la ville : « Es-tu à ton poste ? » La démocratie, l'harmonie sociale, l'unité nationale et tous les autres grands coeurs puant la mort ont déjà tendu leurs bras morbides.

Le pouvoir (depuis le gouvernement jusqu'à la famille) vise non seulement à réprimer la généralisation de l'insurrection, mais à produire une relation d'assujettissement. Une relation qui définit la vie politique comme une sphère de coopération, de compromis et de consensus. « La politique à suivre est une politique du consensus; le reste nous mènerait à la guerre, aux émeutes et au chaos ». La vraie traduction de ce qu'ils nous disent, de l'effort qu'ils mettent à nier le cœur de

notre action, à nous séparer et à nous isoler de ce que nous pouvons faire : non pas d'unir les deux dans l'un, mais bien de rompre sans cesse l'un en deux. Leurs appels répétés à l'harmonie, à la paix et à la tranquillité, à la loi et à l'ordre, nous demandent de développer une dialectique. Leurs vieux trucs sont désespérément transparents et leur misère est visible dans les gros ventres des patrons syndicaux, dans les yeux délavés des intermédiaires qui sont comme ceux des charognards qui tournent autour des conflits pour manger le cadavre de toutes passions pour le réel. Nous les avons vu en Mai, nous les avons vu à Los Angeles et à Brixton, et nous les voyons faire lorsqu'ils grugent les os de la Polytechnique en 1973. Nous les avons encore vu hier lorsque, plutôt que d'appeler à une grève générale permanente, ils se sont mis à genoux devant la légalité en annulant la manifestation de grévistes. Ils savent très bien que la route pour la généralisation d'une insurrection passe par le champ de la production - à travers l'occupation des moyens de production de ce monde qui nous écrase.

Demain est encore un jour où rien n'est certain. Et qu'est-ce qui pourrait être plus libérateur que cela après tellement de longues années de certitude ? Une balle a été capable d'interrompre la séquence brutale de tous ces jours identiques. L'assassinat d'un garçon de 15 ans a été le moment d'un déplacement suffisamment fort pour renverser le monde. Et ce qui semblait si difficile s'est avéré être si simple.

C'est ce qui est arrivé, c'est tout ce que nous avons. Si quelque chose nous fait peur c'est bien de revenir à la normalité. Parce que dans la destruction et le pillage des rues de nos villes de lumières nous ne voyons pas seulement les résultats de notre rage, mais aussi la possibilité de commencer à vivre. Nous n'avons plus rien d'autre à faire que de nous installer dans cette possibilité pour la transformer dans une expérience vécue : en nous basant sur le plan de la vie quotidienne, notre créativité, notre pouvoir de matérialiser nos désirs, notre pouvoir non pas de contempler mais de construire le réel. Ceci est notre espace vital. Tout le reste est mort.

Ceux qui veulent comprendre comprendront. Il est maintenant temps de briser les chaînes invisibles qui nous maintenaient tous et chacun dans notre petite vie pathétique. Cela ne demande pas seulement ou nécessairement d'attaquer une station de police ou de brûler des commerces ou des banques. Le temps où quelqu'un s'extirpe de son sommeil et de la contemplation passive de sa vie, de sortir dans la rue pour parler et écouter, en laissant derrière lui ou elle tout ce qui est privé, suppose au plan de la sphère sociale la force déstabilisante d'une bombe nucléaire. Notre séparation alimente le monde capitaliste. Voilà le dilemme : avec les insurgés ou bien seuls, chacun de notre côté. Et c'est maintenant l'un des très rares moments où un tel dilemme peut prendre corps de manière si absolue et si réelle.

11 décembre 2008

*Initiative pris par l'assemblée d'occupation
de l'École des Affaires d'Athènes*